C N F P T

3ème CONCOURS D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

SESSION 2010

Note de synthèse, à partir d'un dossier, permettant de vérifier l'aptitude du candidat à faire l'analyse et la synthèse d'un problème et d'apprécier les connaissances acquises ayant trait, au choix du candidat, sur :

La démographie

EPREUVE N° 22

Durée : 4 h
Coefficient : 5

SUJET : Débat population-ressources : à quand la prochaine crise ?

La population mondiale a doublé en 45 ans et n'a jamais été aussi bien nourrie du fait de la forte croissance des productions agricoles. Pourtant, la situation alimentaire s'améliore moins vite depuis 20 ans et plus d'un milliard de personnes, soit près de 15 % de l'humanité, ne mangent toujours pas à leur faim.

Le débat population-ressources est donc d'une acuité certaine, et la sécurité alimentaire apparait donc comme un enjeu fondamental du XXIe siècle. Cependant, aucun chef d'Etat du G8 n'a assisté -à l'exception de Silvio Berlusconi- au sommet des Nations unies pour l'alimentation, qui s'est tenu à Rome du 16 au 22 novembre 2009.

L'agriculture intensive moderne et le défrichement de nouvelles terres cultivables portent atteinte à l'environnement, alors qu'il faut produire toujours plus pour une humanité plus nombreuse.

Vous essaierez de dégager à partir des documents, les enjeux, les risques et les raisons de la faim dans le monde.

DOCUMENTS JOINTS

Document n° 1	Evolution de la population mondiale depuis 1950, sources ONU	**Page 4**
Document n° 2	PIB et Espérance de vie, dans l'ensemble des pays en 2004 et dans les pays à plus de 18 000 $ de PIB/hab en 2004 Alternatives économiques Hors série n°83, 4ème trimestre 2009.	**Page 5**

Document n° 3	Comment nourrir tous les hommes, environ 9 milliards en 2050 : deux approches élaborées par le CIRAD. Documentation photographique, n°8072, novembre-décembre 2009, la documentation française. Michel FOUCHER : « Les nouveaux (dés)équilibres mondiaux ».	**Page 6**
Document n° 4	Fractures urbaines-fractures sociales, Alternatives Internationales Hors série n°7, décembre 2009	**Page 7**
Document n° 5	Densité urbaine et consommation annuelle d'énergie par habitants, « Demain la ville écologique » de Manuel DOMERGUE, in Alternatives économiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009	**Page 8**
Document n° 6	Les économies émergentes en chiffres, in Problèmes économiques n° 2993, avril 2010, p. 7.	**Page 9**
Document n° 7	Les économies émergentes en chiffres, in Problèmes économiques n° 2993, avril 2010, p 8.	**Page 10**
Document n° 8	Population : Malthus finira-t-il par avoir raison ? *(EXTRAITS)* de LOUIS MAURIN, Alternatives Economiques Hors-série n° 83, 4eme trimestre 2009, p30-31.	**Page 11**
Document n° 9	Entretien avec Gilles PISON, propos recueillis pas Louis MAURIN, Alternatives Economiques Hors série n° 83, 4eme trimestre 2009, p 30.	**Page 12**
Document n° 10	L'âge du mésusage, de Stéphane LAVIGNOTTE, les Grands dossiers des Sciences Humaines n°19, juin-juillet-août 2010, p 58.	**Page 13**
Document n° 11	Evolution de la consommation alimentaire, Problèmes Economique février 2010, n°2988 p 16, dans Repères.	**Page 14**
Document n° 12	Evolution du rapport Stocks/consommation mondiale de blé, Problèmes Economique février 2010, n°2988 p 16, dans Repères.	**Page 15**
Document n° 13	Entretien avec Michel GRIFFON *(EXTRAITS)*, Propos recueillis par Laurence ESTIVAL, Alternatives Economiques Hors-série n° 83, 4eme trimestre 2009, p 54-55.	**Page 16**
Document n° 14	Océans, atmosphère, biodiversité…, la tragédie des biens communs, de PHILIPPE LE PESTRE, Les grands dossiers de Sciences Humaines n°19, juin-juillet-août 2010	**Page 17**
Document n° 15	Les déséquilibres qui pèsent sur la planète, sources multiples, Les 7 plaies d'une planète durable, de Marc CHEVALIER, Alternatives Economiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009.p 24 à 27.	**Page 18**

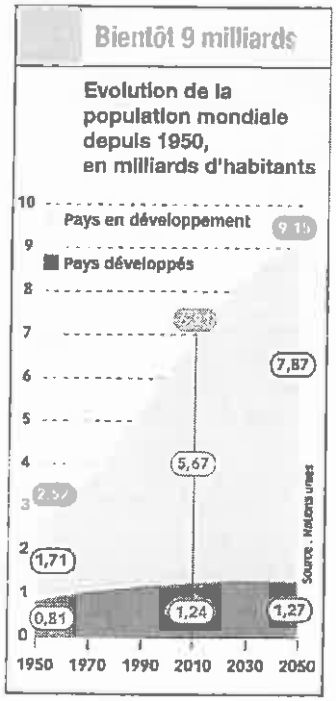
Document n° 16	Rendements de blé en France et de riz en Inde- 1961/2007, Alternatives économiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009.	**Page 19**
Document n° 17	Rendements de riz Paddy en Chine et de blé en France 1961/2007, Alternatives économiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009.	**Page 20**
Document n° 18	Terres cultivables et cultivées dans le monde, Alternatives internationales Hors série, n°7, décembre 2009, p 41.	**Page 21**
Document n° 19	Les déséquilibres alimentaires en chiffres, Problèmes écononomiques, n° 2988, février 2010, p 11	**Page 22**
Document n° 20	Une autre agriculture est possible Antoine de RAVIGNAN, Alternatives économiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009, p 34-35.	**Page 23**
Document n° 21	Extraits du Débat entre Bénedicte Hermelin et Jean-Michel Severino, sur une fiscalité internationale, Alternatives internationales, n°47 Juin 2010, p 43	**Page 25**
Document n° 22	La faim dans le monde : vraies et fausses solutions EXTRAITS de l'article de Stéphane MADAULE, paru dans L'Economie politique n°43, septembre 2009 ; repris dans Problèmes Economiques n° 2988 de février 2010, p 22-27	**Page 26**
Document n° 23	La décroissance ou la critique radicale. EXTRAITS de l'article de Stéphane LAVIGNOTTE, Les Grands dossiers des Sciences Humaines n°19, juin-juillet-août 2010, p 56.	**Page 27**

NOTA :

- 2 points seront retirés au total de la note sur 20 si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- **Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies :** pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs. Seuls la date du concours et le destinataire, (celui-ci est clairement identifié dans l'énoncé du sujet) sont à porter sur la copie.
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.

Document n°1

Evolution de la population mondiale depuis 1950, sources ONU.



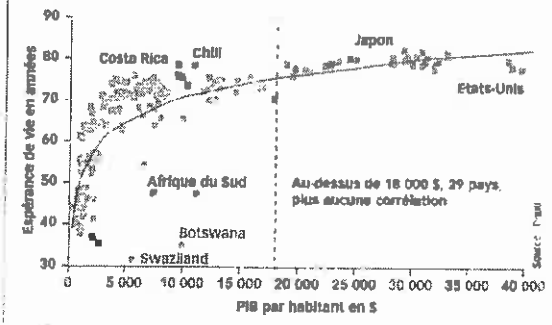
Document n°2

PIB et Espérance de vie, dans l'ensemble des pays en 2004 et dans les pays à plus de 18 000 $ de PIB/hab en 2004

. In Alternatives économiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009.

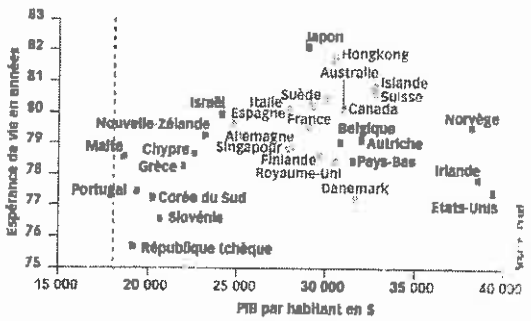
PIB par habitant et espérance de vie sont liés…

PIB par habitant et espérance de vie de l'ensemble des pays, en 2004



… mais seulement jusqu'à un certain point

PIB par habitant et espérance de vie des pays à plus de 18 000 dollars de PIB/hab., en 2004



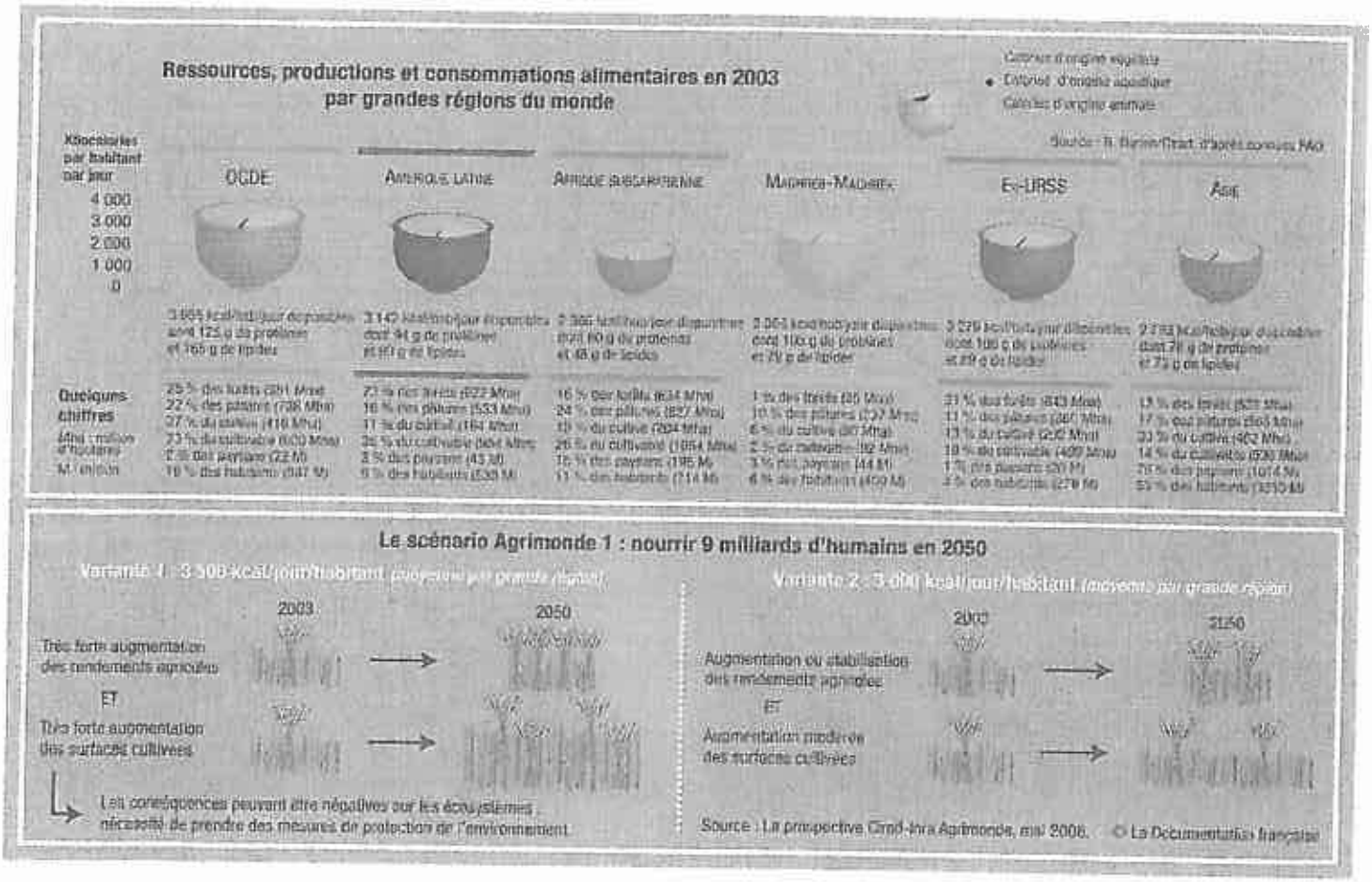
Document n°3

Comment nourrir tous les hommes, environ 9 milliards en 2050 : deux approches élaborées par le CIRAD. (Centre de Coopération Internationale en recherche Agronomique pour le Développement).

In Documentation photographique, n°8072, novembre-décembre 2009, la documentation française. « Les nouveaux (dés)équilibres mondiaux ».p 25

Michel FOUCHER.

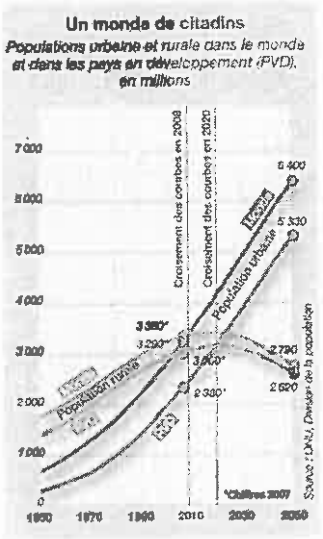
6 milliards d'hommes en 2003, 9 milliards en 2050 : deux approches pour nourrir le monde en 2050



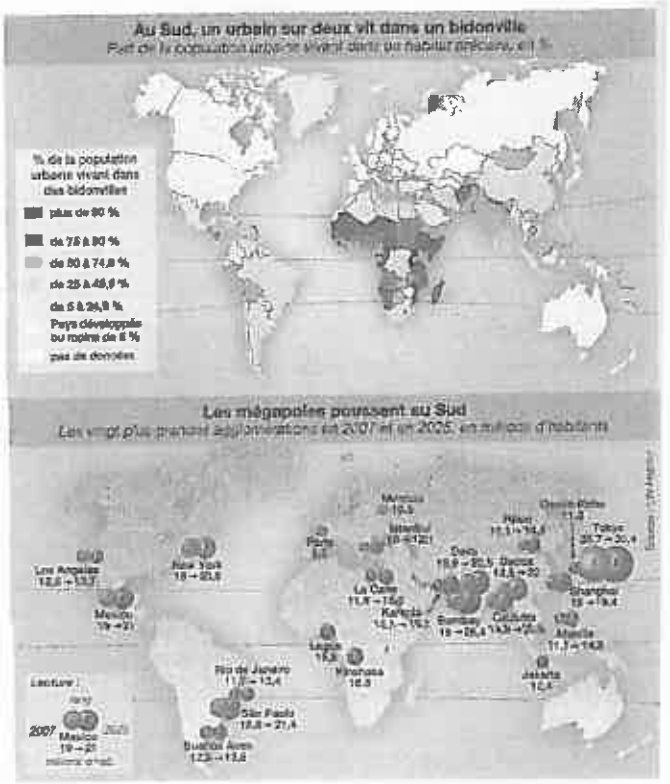
Document n°4

Fractures urbaines-fractures sociales,

In Alternatives Internationales Hors-série n°7, décembre 2009, p 54.

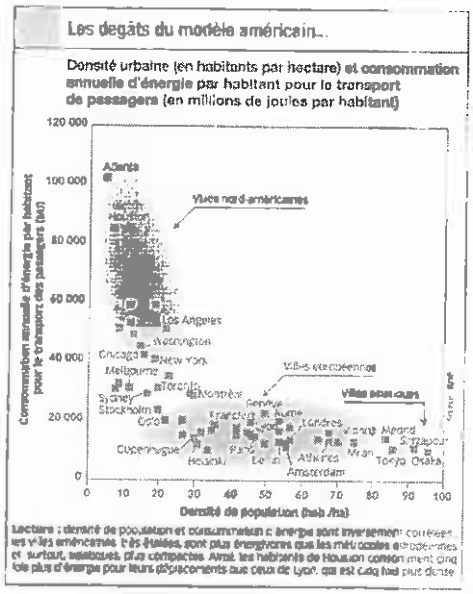


Villes. Le taux d'urbanisation mondial a dépassé 50 % en 2008. Au Sud, ce taux sera atteint aux environs de 2019. Même dans les pays pauvres – malgré un habitat précaire massif et une concentration des problèmes sociaux et environnementaux –, les villes sont des facteurs de progrès.



Document n°5

Densité urbaine et consommation annuelle d'énergie par habitants, in « Demain la ville écologique » de Manuel DOMERGUE, Alternatives économiques HS n°83, 4eme trimestre 2009



Document n°6

Les économies émergentes en chiffres,

in Problèmes économiques n° 2993, avril 2010, p 7.

Repère

Les économies émergentes en chiffres

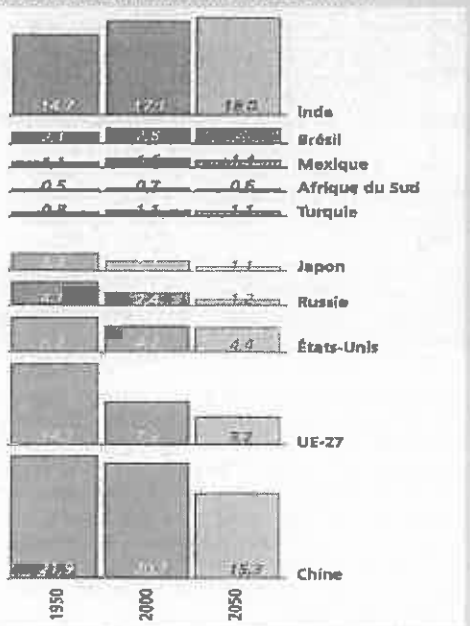
Tableau 1
RÉPARTITION DU PIB MONDIAL (en %)

Part du PIB mondial en PPA (1) (en %)	1990	2008
Chine	2,0	11,4
Inde	2,2	4,8
Turquie	0,9	1,4
Russie	–	3,2
États-Unis	22,5	20,9
Mexique	2,5	2,0
Brésil	3,6	2,8
Afrique du Sud	0,9	0,7
Union européenne	29,8	22,4

(1) Parité de pouvoir d'achat.

Source : Fonds monétaire international, *World Economic Outlook Database* avril 2008 in Problèmes économiques n° 2962.

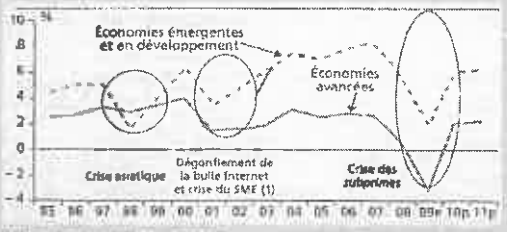
Graphique 1
POIDS DÉMOGRAPHIQUE DE QUELQUES ÉMERGENTS, 1950-2050
Part de la population mondiale, 1950-2050 (en %)



Pour 2050, ce sont les projections moyennes de l'ONU qui ont été retenues.

Source : Nations unies, *World Population Prospect the 2006 revision*, www.un.org/In « Enjeu mondial. Les pays émergents. Sciences Po - Les Presses et l'Iberez, 2008.

Graphique 2
CROISSANCE RÉELLE DU PIB



(1) Système monétaire européen.
e : estimation, p : prévision.
BNP Paribas in Conjoncture, mars 2010.

Tableau 2
PRÉVISIONS DE CROISSANCE

	2009e	2010	2011
Monde	**– 1,0**	**3,7**	**3,9**
G3 + Royaume-Uni	**– 3,5**	**1,7**	**2,0**
Pays émergents	**1,6**	**5,8**	**5,9**
Amérique latine	– 2,2	3,6	4,0
Asie émergente	5,6	7,8	7,5
Europe émergente	– 6,1	3,2	3,8
Afrique – Moyen-Orient	0,9	3,3	4,1

(1) Le G3 comprend les États-Unis, le Japon et l'Europe.

Source : BNP Paribas – CIB Direction des études économiques in Conjoncture, mars 2010.

Tableau 3
PAYS ÉMERGENTS SELON LE RYTHME DE CROISSANCE
Pays dont le croissance par habitant a été supérieure à 3 % par an entre 1950 et 2007 et dont la population est supérieure à 2 millions d'habitants (1)

Asie	**Afrique**
Bangladesh	Tunisie
Cambodge	Mozambique
Corée du Sud	Ouganda
Chine	**Amérique centrale**
Inde	Panama
Indonésie	Salvador
Laos	**Amérique du Sud**
Malaisie	Argentine
Thaïlande	Chili
Sri Lanka	**Caraïbes**
Vietnam	République dominicaine
Proche-Orient	
Liban	

(1) Hors pays en transition (ex-communistes) et pays exportateurs de minerais et de pétrole.

Source : Banque mondiale.

Document n°7

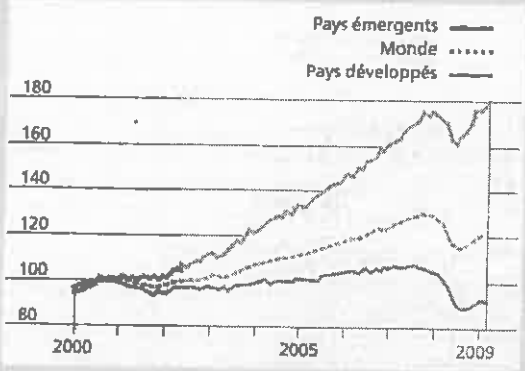
Les économies émergentes en chiffres,

in Problèmes économiques n° 2993, avril 2010, p 8.

Repère

Les économies émergentes en chiffres *(suite et fin)*

Graphique 3
PRODUCTION MONDIALE (base 100 = 2000)



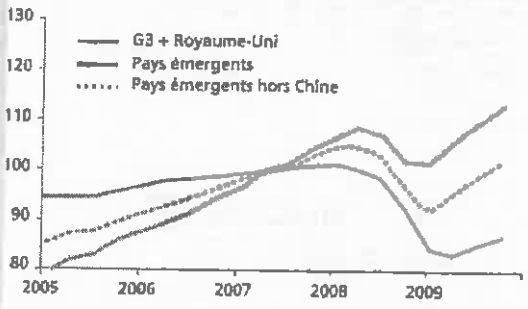
Source : CPB in *Le Monde Économie*, n° 20219, 26 janvier 2010.

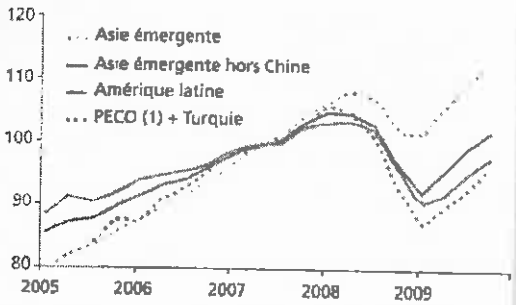
Tableau 4
PIB ET PRODUCTION INDUSTRIELLE
(variations trimestrielles annualisées, %)

		T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009
PIB	G3 + Royaume-Uni	– 8,5	– 0,5	1,7	nd
	Pays émergents	– 4,8	7,4	11,5	nd
	Hors Chine	*– 8,6*	*5,2*	*8,2*	*nd*
Production industrielle	G3 + Royaume-Uni	– 29,9	– 3,3	10,1	6,3 *(e)*
	Pays émergents	– 1,8	19,0	15,8	9,8 *(e)*
	Hors Chine	*– 15,1*	*15,2*	*16,7(e)*	*9,2 (e)*

Sources : Instituts statistiques nationaux, BNP Paribas - Direction des études économiques - Risques pays in Conjoncture, mars 2010.

Graphique 4
PRODUCTION INDUSTRIELLE
100 = 2007 pondérée par les PIB PPA 2005





(1) Pays d'Europe centrale et orientale.
INS, Banques centrales, BNP Paribas in Conjoncture, mars 2010.

■ La rédaction

Document n° 8

LOUIS MAURIN, in Alternatives Economiques Hors-série n° 83, 4éme trimestre 2009, p30-31.

Population : Malthus finira-t-il par avoir raison ? *(EXTRAITS)*

La croissance démographique accroît la pression sur l'environnement. Il faudrait réussir à la freiner davantage, mais c'est un processus lent et complexe.

Le calcul est simple, mais il fait froid dans le dos. Imaginons que les seuls Chinois et Indiens s'équipent en automobiles dans la même proportion que les Français, soit environ un pour deux habitants. On passerait alors de 60 millions de véhicules au total dans ces deux pays à ...1,5 milliards. Si toute la planète vivait à l'heure américaine, on compterait plus de 7 milliards d'autos en circulation ! [...]

La hausse de la population est-elle donc un danger, comme le craignait déjà à la toute fin du XVIIIe siècle l'économiste britannique Thomas Robert Malthus ? Pour lui l'équation était simple : la population augmentant sur un rythme beaucoup plus rapide que la production alimentaire, l'Angleterre devait s'attendre à de graves famines. Le phénomène dit de « transition démographique » commençait à se dérouler : la mortalité diminuait, mais pas la natalité. La population de la plupart des pays d'Europe s'était alors mise à progresser très rapidement (sauf en France, où la natalité baissait de façon précoce). La suite de l'histoire lui donnera tort et le malthusianisme-empêcher la population de croître quitte à avoir recours à la contrainte- est devenu un qualificatif péjoratif. [...]

Pourtant, si le nombre d'êtres humains n'est que l'un des éléments de l'équation du développement durable, on aurait tort d'éluder la question, sous prétexte que l'on a su nourrir 7 milliards de personnes. Dans son dernier rapport, remis en novembre 2009, le Fond des Nations unies pour la population souligne l'impact de la dynamique démographique sur le changement climatique ? Malthus, pourrait bien redevenir d'actualité par le biais de cette question de l'environnement.

En 2010, la population mondiale atteindra 6,9 milliards d'êtres humains, soit 2,5 milliards de plus que 30 ans auparavant. Selon les Nations unies, elle devrait croître encore d'environ 2,5 milliards d'âmes supplémentaires, pour se stabiliser vers les années 2050. Ce phénomène résulte de la convergence des indicateurs de fécondité autour de deux enfants par femme sur presque toute la surface du globe dans la seconde partie du XXIe siècle. De fait, la population a déjà beaucoup baissé dans la plus grande partie du monde en développement.[...] Cette baisse est en réalité ancienne : le pic de croissance de la population mondiale date de ... 1965.[...] La fécondité reste à un niveau très élevée dans de nombreux pays parmi les plus pauvres, notamment en Afrique subsaharienne, où l'on compte en moyenne 5,3 enfants par femmes, ou dans certains pays d'Asie, comme au Pakistan (4 enfants par femme). Dans ces pays, l'élévation des niveaux de vie, la protection sociale et la scolarisation des filles joueront un rôle essentiel à l'avenir. Mais dans un grand nombre d'Etats, même avec une fécondité réduite, la population continue de croître par inertie, sous l'effet des générations nombreuses nées auparavant : ainsi l'Inde (2,7 enfants par femme en moyenne) devrait gagner, à elle seule, 300 million d'âmes dans les quinze prochaines annécs, et autant encore entre 2025 et 2050...[...]Cette hausse implique des investissement gigantesques en termes d'infrastructures de santé, d'éducation, de routes, de traitements des déchets ou de logements, même pour des populations au niveau de vie très faible. Les difficultés sont renforcées par la concentration des populations dans les villes.[...] De nombreuses municipalités n'ont plus les moyens de suivre le rythme de croissance de leur population. On estime, par exemple, que plus de la moitié des trois millions d'habitants de Nairobi, la capitale Kenyane, vivent dans des bidonvilles.

Malthus finira-t-il alors par avoir raison ? Il craignait le manque de subsistance ; un milliard d'êtres humains souffrent encore de la faim. Loin d'être éradiquées de la planète les famines d'aujourd'hui résultent cependant pour l'essentiel de conflits. De plus, 10% seulement des superficies utilisables en Afrique sont exploitées. Pour autant, la question du modèle de production agricole au Sud demeure essentielle. Quant à l'asphyxie écologique et aux tensions liées aux immenses écarts de mode de vie, elles risquent d'entraîner les difficultés les plus graves. Relever le défi n'a rien d'impossible, mais pour cela, il faut réaliser des économies d'énergie massive, mettre en place des infrastructures urbaines et rééquilibrer la place du milieu rural et des villes moyennes du Sud.

12

Document n°9

Entretien avec Gilles PISON, propos recueillis pas Louis MAURIN, in Alternatives Economiques H-S n° 83, 4eme trimestre 2009, p 30



« Ce sont surtout les modes de vie qui comptent »

La population mondiale se dirige-t-elle vraiment vers un équilibre ? Une partie du monde semble échapper au processus de transition démographique.

Je ne partage pas votre analyse. La mortalité diminue partout et nettement, dans les pays les plus pauvres aussi, même si, bien entendu, elle demeure beaucoup trop élevée en regard des pays riches. C'est la première étape de la transition. La baisse de la fécondité est engagée, même si elle est moins rapide, en Afrique subsaharienne, où l'on compte cinq enfants par femme en moyenne. C'est le cas aussi dans la bande allant de l'Afghanistan au nord de l'Inde, où la fécondité reste encore élevée.

Quels facteurs peuvent accélérer la baisse de la fécondité là où elle reste élevée ?

Les démographes n'ont pas de réponse simple. L'élévation des niveaux de vie et d'instruction joue un rôle majeur. Tant qu'un enfant représente une source de revenus directe pour sa famille et un soutien au grand âge, la fécondité demeure élevée. Quand la collectivité prend en partie en charge les besoins sociaux, la fécondité diminue. L'offre de moyens de contraception joue aussi. Même si elle ne décide pas des souhaits en matière de taille de la famille, elle permet seulement de les réaliser. Il me semble qu'une grande partie de l'Afrique pourrait aller assez vite vers une réduction des naissances.

Si la fécondité baisse, la population mondiale va-t-elle continuer à augmenter fortement ? Le nombre est-il une menace ?

A mon sens, les modes de vie comptent beaucoup plus que le nombre lui-même. Pour moi, l'alimentation n'est pas le problème numéro un. Les famines d'aujourd'hui sont liées pour l'essentiel à des conflits politiques. La concentration urbaine n'est pas non plus en soi un problème, comme le montre la ville de Tokyo, gigantesque mégapole. La ville reste l'endroit où l'on vit le mieux dans les pays pauvres, la mortalité y est plus faible qu'à la campagne. Et de toute façon, on ne va pas renvoyer de force les gens à la campagne, il va donc falloir faire avec l'urbanisation. La priorité est de modifier nos modes de vie et de consommation. C'est un paramètre que l'on peut changer rapidement. Les pays riches ont une responsabilité particulière, car ils servent de modèle au reste de la planète. ●

Propos recueillis par L. M.

* Auteur de l'*Atlas de la population mondiale. Faut-il craindre la croissance démographique et le vieillissement ?*, éd. Autrement, 2009.

A3

Document n°10

L'âge du mésusage, de Stéphane LAVIGNOTTE, in les Grands dossiers des Sciences Humaines n°19, juin-juillet-août 2010, p 58.

L'âge du mésusage

Pour l'heure, Paul Ariès a forgé une conviction de ses nombreux écrits sur la malbouffe, les sectes et les loisirs de masse : les travaux d'Henri Lefebvre, Jean Baudrillard ou Guy Debord ne sont plus suffisants pour expliquer la dégradation de la consommation dans l'hypercapitalisme. La critique du trop de consommation n'est plus satisfaisante, il faut mettre en cause la nature même de la production. Dans sa poursuite du profit, le capitalisme se trouve face à une contradiction : comment vendre toujours plus alors que la quantité de travail nécessaire à la production diminuant, le partage de la valeur ajoutée se faisant de plus en plus au bénéfice du capital, la distribution de revenu se réduit ? Selon P. Ariès, pour faire coïncider l'accentuation du capitalisme et le retour de la pauvreté, le capitalisme est obligé de dégrader la valeur d'usage, d'utilité des produits. Dans ce régime de *junk-production* (production pourrie), les produits sont de plus en plus fabriqués en série, banalisés, artificiels, gadgétisés, soumis aux changements constants de la mode, de moins en moins durables et réparables, de plus en plus coupés des réels besoins et d'une culture de l'usage. D'objets, ils deviennent chimères, substance proliférante. L'économie du signe est poussée à son extrême, produisant la *junk-consumption* (consommation pourrie) : la consommation ne permet même plus d'acheter un statut, de désirer les objets – trop pourris pour être désirables – mais à peine de vivre une jouissance sans désir, entraînant un catastrophique effondrement du désir dans nos sociétés.

P. Ariès présente cet aspect de l'hypercapitalisme avec le terme de mésusage, emprunté à l'épidémiologie de la santé publique. Les spécialistes de la santé publique – désignant ainsi les usages abusifs ou détournés d'un médicament – ont abandonné l'idée que ces mésusages s'expliquaient par de simples erreurs des patients pour penser au contraire sa rationalité du point de vue des dysfonctionnements du système médical. De même, P. Ariès formule l'hypothèse de la rationalité du mésusage le capitalisme : la malbouffe, l'urbanisme pourri, la «télé-poubelle» ne sont pas des accidents mais les meilleurs fruits, le cœur même du système économique. La réponse pour P. Ariès se trouve dans la promotion du grand interdit de ce système : la gratuité. Renchérir le mésusage et rendre gratuit l'usage, en développant à nouveau une culture de l'usage. Pour ne plus être des consommateurs de nourriture, de sexe ou de voyage mais des mangeurs, des amoureux, des voyageurs... ■ S.L.

* Le Mésusage. Essai sur l'hypercapitalisme Paul Ariès, Parangon/Vs, 2007.

Document n°11

Evolution de la consommation alimentaire, in Problèmes Economique février 2010, n°2988 p 16, dans Repères.

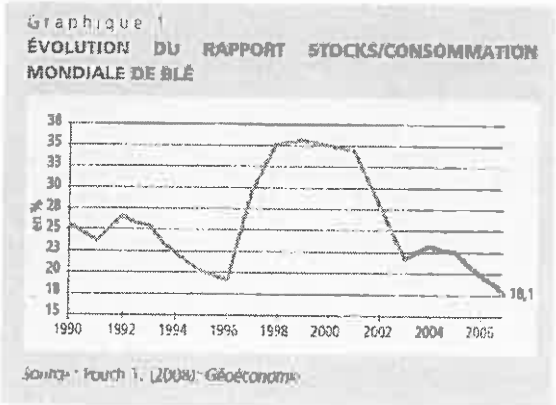
ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE PAR HABITANT (en calories/jour)

	Pays en développement	Asie du Sud	Asie de l'Est	Pays industrialisés	Monde
1964-1966	2 054	2 017	1 957	2 947	2 358
1974-1976	2 152	1 985	2 105	3 065	2 435
1984-1986	2 450	2 205	2 559	3 205	2 655
1997-1999	2 681	2 405	2 925	3 380	2 800
2015	2 855	2 710	3 070	3 440	2 940
2030	2 990	2 900	3 190	3 500	3 050

Source : Pouch T. (2008), Géoéconomie.

Document n°12

Evolution du rapport Stocks/consommation mondiale de blé, in Problèmes Economiques février 2010, n°2988 p 16, dans Repères.



Document n°13

Entretien avec Michel GRIFFON* *(EXTRAITS)*, Propos recueillis par Laurence ESTIVAL, in Alternatives Economiques Hors-série n° 83, 4ème trimestre 2009, p 54-55.

« Il faut repenser tous les modes de productions »

Nourrir trois milliards de personnes supplémentaires en 2050 supposera de revoir profondément la production agricole et les habitudes de consommation.

Compte tenu des projections de la FAO, sera-t-il possible en 2050 de produire de la nourriture pour neuf milliards d'être humains ?

Ce sera sans doute possible, mais ce sera très difficile car la population mondiale s'accroît aujourd'hui plus vite que la production agricole. Celle-ci a longtemps été largement suffisante pour couvrir les besoins, mais on s'approche aujourd'hui du point d'équilibre. La crise alimentaire du printemps 2008 a d'ailleurs montré combien la situation était fragile. Il y a eu certes une conjonction de facteurs (sécheresse en Australie, augmentation de la consommation de viande dans les pays émergents comme la Chine, développement des agro carburants au détriment de la consommation humaine, spéculations…), mais on a vu à quel point la moindre raréfaction de produits agricoles pouvait mettre l'alimentation de milliards de personnes en danger. Cette situation risque fort de se reproduire et pour éviter les pénuries, il nous faut agir dès aujourd'hui.

Sur quels leviers peut-on s'appuyer ?

Le développement de la production agricole repose sur trois principaux facteurs : l'augmentation des surfaces, le nombre annuel de récoltes et l'accroissement des rendements. Nous sommes face à plusieurs problèmes : les réserves de terres cultivables sont limitées, sauf à s'engager dans une politique de déforestation massive, ce qui présenterait une catastrophe pour l'humanité. Véritables réserves génétiques, les forêts jouent également un rôle important dans la lutte contre le réchauffement climatique. De plus, les surfaces cultivables sont concurrencées par l'urbanisation et les réseaux de transports. D'autre part, augmenter le nombre de récoltes, comme l'ont fait certains pays en zones humides telles la Thaïlande, de vient de plus ne plus compliqué en raison des pénuries d'eau. Le manque d'eau risque par ailleurs de compromettre l'accroissement des rendements.

Les contraintes environnementales sont, elles aussi, un facteur limitant : on ne peut pas reproduire le modèle né de la révolution verte qui a permis de nourrir trois milliards d'êtres humains supplémentaires entre 1950 et 2000. L'utilisation de variétés performantes a en effet été accompagnée d'un recours massif aux engrais et aux pesticides, entraînant une érosion des sols et une pollution des nappes souterraines. En outre, fabriqués à partir de pétrole, ces produits ont des conséquences négatives en matière de lutte contre les gaz à effets de serre.

Si les différents leviers montrent leurs limites, comment pouvez-vous affirmer que la planète peut nourrir le monde ?

L'équation n'est pas simple : il nous faut produire davantage sur des surfaces limitées en tenant compte des risques qui pèsent sur la quantité d'eau disponible et en sachant qu'il va falloir diminuer l'utilisation des engrais et des pesticides§ Pour accroître la production, on peut tout d'abord réfléchir à des solutions d'ordre technique. La première d'entre elles consiste à développer des modes de production plus économes en eau ou en engrais en les limitant aux seuls véritables besoins. La génétique offre également d'autres pistes d'amélioration, ce qui repose la question des OGM. La mise au point de cultures adaptées à des milieux spécifiques (résistance à la sécheresse, plantes ayant un plus fort apport calorique…) pourrait répondre partiellement à certaines, difficultés, mais ces nouvelles variétés ne sont pas durables. La nature contourne les effets des OGM. Par exemple, une plante génétiquement transformée peut permettre de diminuer l'utilisation des engrais, mais parallèlement développer de nouvelles résistances à certaines mauvaises herbes. Les populations y sont d'ailleurs globalement opposées, d'autant plus qu'existent d'autres voies que les OGM pour travailler sur l'adaptation du potentiel génétique des plantes..

D'autre part, nourrir la planète suppose de revoir les modes de consommation. Dans un contexte où les ressources sont limitées, le modèle nord-américain ou européen qui repose sur une forte consommation de viande n'est pas exportable. Les animaux consomment en effet bien plus de calories qu'ils n'en produisent. Enfin, la production d'un kilogramme de bœuf requiert 13 500 litres d'eau, contre 1 100 litres pour un kilogramme de blé.

*auteur de *Nourrir la planète*, éd. Odile Jacob, 2006 et chercheur au Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement).

17

Document n°14

Article de PHILIPPE LE PESTRE* in Les grands dossiers de Sciences Humaines n°19,

juin-juillet-août 2010, p 40.

Océans, atmosphère, biodiversité…, la tragédie des biens communs

Bien que tous les problèmes d'environnement ne suivent pas ce modèle, les difficultés de la coopération internationale ont longtemps été représentées suivant la parabole reprise par Garrett HARDIN en 1968, intitulé « la tragédie des communaux » (équivalente, en théorie des jeux, au célèbre « dilemme du prisonnier ») qui oppose rationalité individuelle et rationalité collective.

Un bien communal (ou bien en commun) est un bien d'accès libre mais de consommation rivale. Les régions polaires, l'espace, les océans, l'atmosphère constituent des communaux internationaux. La haute mer est particulièrement emblématique de la dynamique de la tragédie de communaux. En l'absence d'accord, chaque Etat a intérêt à pêcher autant de poissons que possible avant que la ressource ne disparaisse, chacun a également intérêt à tricher lorsqu'un accord existe. Le résultat prévisible est la chute séquentielle de divers stocks de poissons. De même, si l'on accepte les conclusions du GIEC sur la limitation de la concentration de GES (gaz à effet de serre) à 450-600ppm d'ici à 2100, l'atmosphère de bien public mondial dont l'accès est libre et la consommation conjointe, devient un bien communal dont la consommation est rivale. La tragédie réside essentiellement, non dans la disparition de la ressource, mais dans le fait que la structure de la situation force les joueurs rationnellement à ne pas coopérer, sous peine de tomber victimes de la non-coopération de l'autre. De nombreuses questions d'éco politique mondiale peuvent être ramenées à un problème de biens communaux où les acteurs ont intérêt à la fois à surconsommer et à minimiser leur contribution au maintien de la ressource ou des services qu'elle procure.

De nombreux travaux, dont ceux d'Elinor OSTROM, ont depuis montré que la tragédie des communaux, au niveau local, n'était pas inévitable. Les populations locales, depuis des milliers d'années, ont su s'organiser pour gérer durablement leurs communaux.

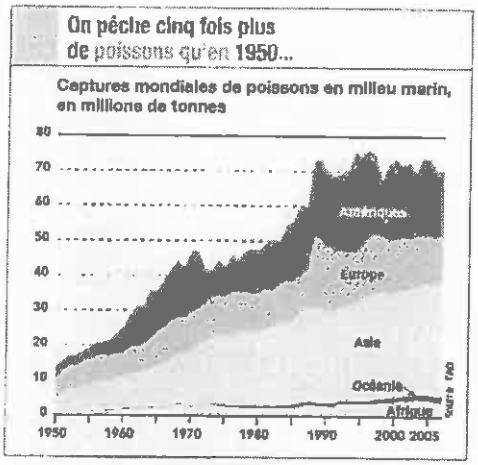
Mais la transposition de ces conclusions au niveau global, où se situent les principales menaces à l'environnement, ne va pas de soi. Les problèmes y sont d'une tout autre nature et interagissent de manière peu prévisible ; la légitimité d'arrangements éventuels est contestée et il n'existe pas d'autorité capable d'imposer la conformité aux règles existantes. Autant de facteurs qui élèvent le risque d'obtenir des solutions élusives.

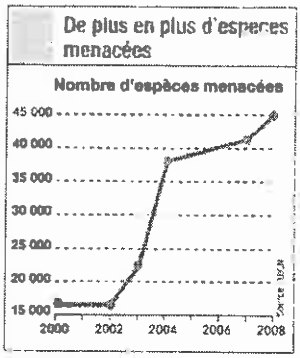
*Philippe Le PESTRE est professeur de science politique à l'université de LAVAL (Québec) où il dirige l'institut Hydro-Québec en environnement, développement et société, il est l'auteur de *Protection de l'environnement et relations internationales. Les défis de l'éco politique mondiale,* Armand Colin, 2005.

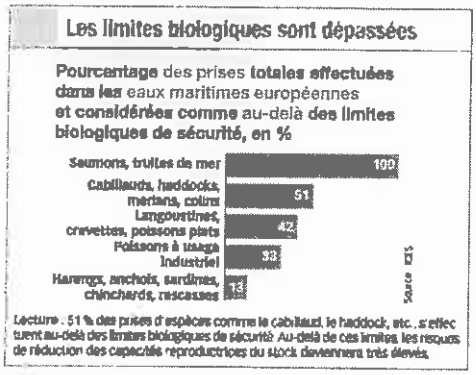
Document n°15

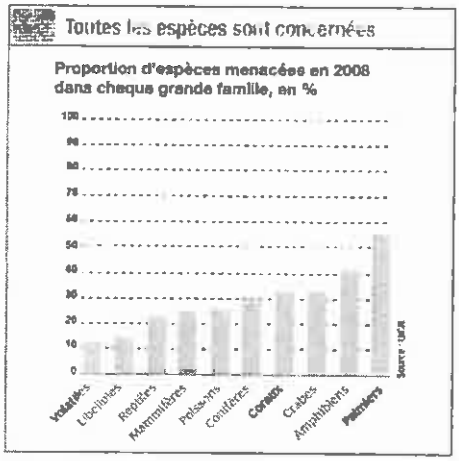
Les déséquilibres qui pèsent sur la planète,

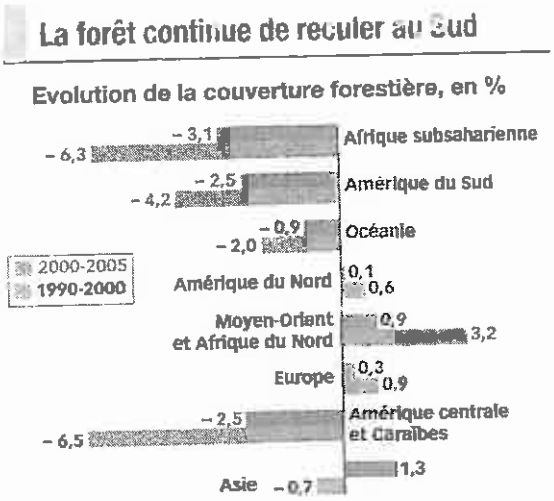
sources multiples, Les 7 plaies d'une planète durable, article de Marc CHEVALIER, in Alternatives Economiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009











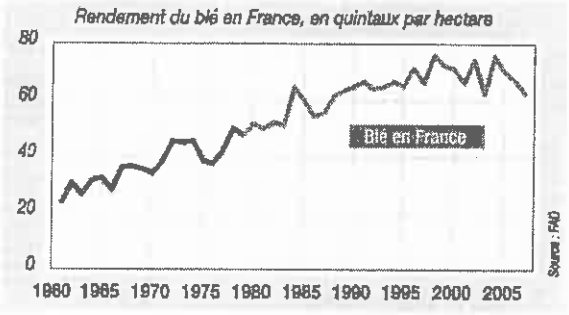
19

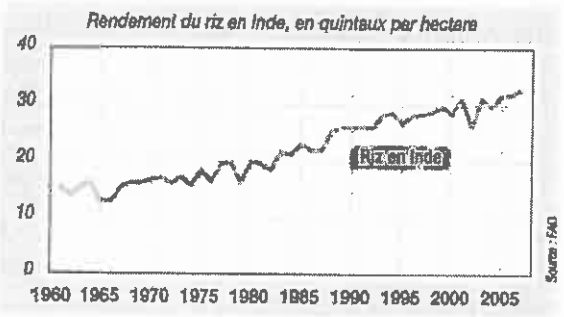
Document n°16

Rendements de blé en France et de riz en Inde- 1961/2007.

In Alternatives économiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009.

Les rendements céréaliers stagnent





20

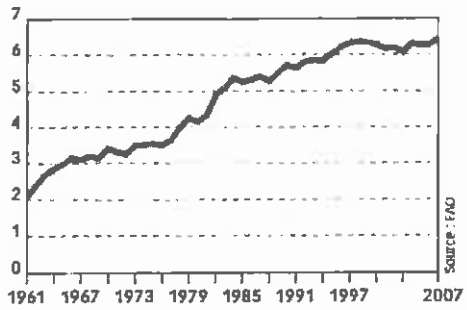
Document n° 17

Rendements de Riz Paddy en Chine et Blé en France entre 1961 et 2007,

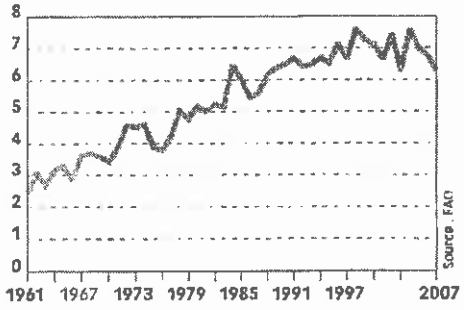
in Alternatives économiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009.

Après plus de trente ans de progression, les rendements agricoles stagnent

Rendements du riz paddy (non décortiqué) en Chine, en tonnes par hectare



Rendements du blé en France, en tonnes par hectare



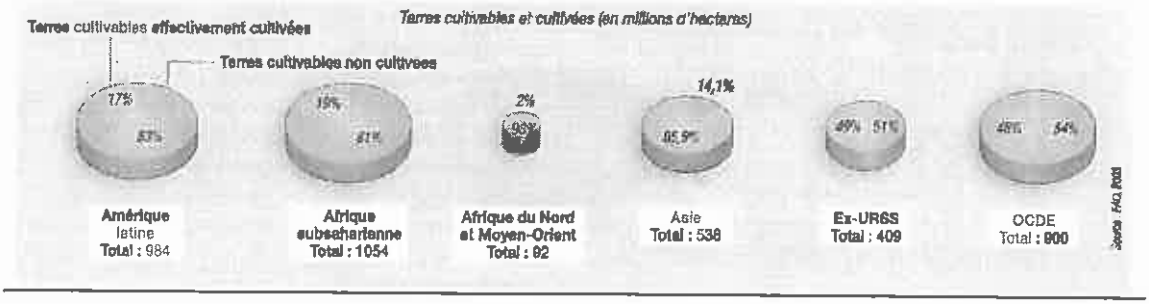
21

Document n°18

Terres cultivables et cultivées dans le monde,

in Alternatives internationales HS, n°7, décembre 2009, p 41.

Des superficies disponibles très inégalement réparties dans le monde



Document n°19

Les déséquilibres alimentaires en chiffres,

in Problèmes écononomiques, n° 2988, février 2010, p 11

Repère

Les déséquilibres alimentaires en chiffres

• **1 milliard.** C'est le nombre d'individus dans le **monde** qui souffrent de la faim en 2009 (soit 100 millions **de** plus **par** rapport **à** 2008) :
- 10,5 % **en Asie**
- 11,8 % **en** Afrique
- 12,8 % **dans** les Caraïbes

• **2,8 milliards.** C'est le nombre d'individus **dans** le monde **qui** vivent du travail de la terre.

• **30.** C'est le nombre de pays qui sont en situation d'urgence alimentaire selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

• **2 %.** C'est l'augmentation moyenne par an de **la** production agricole **mondiale** entre 1980 et 2004. Contre 1,6 %, sur la même période, pour l'augmentation de la population mondiale.

• **24 %.** C'est le taux moyen d'augmentation des prix des biens alimentaires depuis 2006.

• **50 %.** C'est la part des petits paysans parmi les individus souffrant de la faim dans le monde. 10 % sont éleveurs, 20 % des paysans sans terre et 20 % des paysans pauvres habitant en ville.

• **175 kcal.** C'est le nombre moyen de calories en moins par habitant depuis 2006.

• **1 milliard.** C'est le nombre d'individus dans le monde qui ne disposent comme seules ressources que de leur force de travail pour cultiver la terre.

• **2,5 milliards de dollars.** C'est le montant de l'aide mondiale effectivement versée depuis 2008 alors que 22 milliards de dollars avaient été promis lors de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale qui s'est tenue à la FAO, du 3 au 6 juin 2008.

Sources : Le Monde Économie (2009), « Le monde en récession néglige la crise alimentaire », 30 juin ; Estival I. (2009), « Le Sud à grande épreuve », *Alternatives Économiques*, n° 284, octobre.

■ La rédaction

Document n°20

Article de Antoine de RAVIGNAN

In Alternatives économiques Hors série n°83, 4eme trimestre 2009

Une autre agriculture est possible !

L'agroéconomiste américain Lester Brown compare volontiers le système agricole mondial à une gigantesque pyramide de Ponzi, du type de celle organisée par l'escroc Bernard Madoff : la fortune des premiers entrants se construit sur la ruine des derniers arrivés (1). Alors que les générations futures seront significativement plus nombreuses demain, les écosystèmes seront de moins en moins à même de les nourrir parce qu'ils auront été épuisés par des générations d'hommes ayant vécu à crédit sur le « capital nature » sans jamais rien rembourser.

Peu de terres libres

La planète doit accueillir chaque année à sa table quelque 79 millions de convives supplémentaires, or l'extension des terres cultivables touche à sa limite. Certes, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), seuls 40 % des terres arables sont effectivement cultivées, mais ce chiffre est très théorique. Les 60 % restants sont constitués de forêts – qu'il faut préserver pour limiter les émissions de CO_2 et conserver la biodiversité – et de terres de qualité médiocre et éloignées des lieux de consommation.

Par ailleurs, les disparités régionales sont fortes. En Asie du Sud et de l'Est, là où vivent 650 millions du milliard de sous-alimentés, tout ce qui peut être cultivé l'est déjà ou peu s'en faut. De plus, relativement peu extensibles, grignotées par la croissance urbaine, les terres cultivées sont souvent en voie de dégradation rapide : l'érosion affecte ainsi aujourd'hui 30 % des surfaces exploitées dans le monde.

A défaut de pouvoir beaucoup les étendre, le principal levier sur lequel une humanité toujours plus nombreuse a joué pour se nourrir a été l'accroissement des rendements, essentiellement via la sélection variétale, l'irrigation et l'apport d'engrais. Jusqu'à présent, cela n'a pas trop mal marché : la production agricole mondiale n'a pas décroché par rapport à la croissance démographique, elle l'a au contraire largement dépassée dans la plupart des régions en développement, Afrique exceptée. Jusqu'ici, le problème de la faim n'a jamais été, sauf situations localisées – Etats déliquescents, guerres civiles... –, un réel problème de disponibilités physiques. Il résulte surtout de problèmes politiques et sociaux.

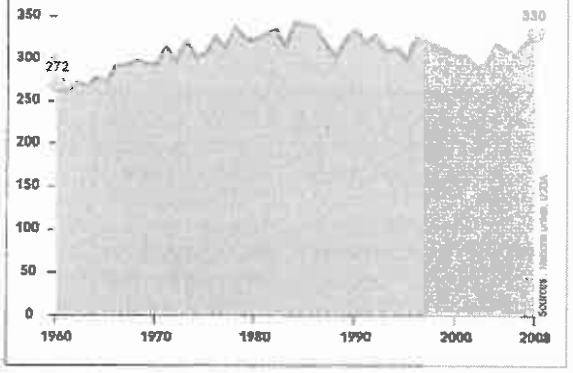
Il va falloir développer des pratiques « écologiquement intensives » qui tendent vers l'agriculture biologique

La hausse des rendements atteint toutefois aujourd'hui un plafond dans de nombreuses régions, en Europe, en Chine et en Inde notamment. Et les niveaux actuels reposent sur des bases écologiques qui se fissurent. L'eau, d'abord : les superficies irriguées ont triplé entre 1950 et 2000 (278 millions d'hectares), mais depuis elles ne s'étendent plus. L'essentiel de ce qui pouvait être mis en valeur l'a déjà été, tandis que l'existant est de plus en plus affecté par la salinisation des sols, rançon d'une irrigation excessive. Surtout, l'eau est prélevée dans les nappes phréatiques au-delà des capacités de renouvellement. En Inde et en Chine, selon une étude de la Banque mondiale, respectivement 175 millions et 130 millions de personnes dépendent, pour se nourrir, de nappes phréatiques en voie d'épuisement.

Même insoutenabilité pour ce qui est des engrais (azotés principalement), dont la consommation mondiale est passée de 14 millions de tonnes en 1950 à 175 millions en 2008. Outre la pollution des eaux liée à son épandage excessif, l'azote de synthèse requiert beaucoup d'énergie pour sa fabrication. En France, la seule consommation d'engrais représente la moitié des besoins énergétiques de l'agriculture. Dans un contexte d'inévitable renchérissement des prix de l'énergie, le recours massif à la fertilisation chimique n'est plus une option pour l'avenir. Elle l'est d'autant moins qu'il faut réduire également la contribution de l'agriculture au chan-

La production plafonne

Production mondiale céréalière par habitant, en kg



gement climatique (20 % des émissions de gaz à effet de serre en France), dont l'impact pour la sécurité alimentaire mondiale pourrait être dramatique : sécheresses accrues dans les pays tropicaux, élévation du niveau de la mer et destruction des grandes plaines côtières agricoles, fonte des glaciers de l'Himalaya, le château d'eau de la Chine et de l'Inde...



Dibyangshu Sarkar - AFP

En Inde, 175 millions de personnes dépendent, pour se nourrir, de nappes phréatiques en voie d'épuisement.

Une révolution écologique

Que faire alors ? Agir sur l'offre, mais inévitablement aussi sur la demande. Côté production, il va falloir développer des pratiques « écologiquement intensives » qui tendent vers l'agriculture biologique. Dans de nombreuses régions, en Chine ou en Inde en particulier, les petits producteurs optimisent déjà la combinaison de l'agriculture et de l'élevage : les résidus de la double récolte annuelle entrent dans l'alimentation d'animaux, dont les déjections enrichissent les parcelles. Ces techniques peuvent être associées à d'autres, comme l'introduction de légumineuses, qui captent l'azote et fertilisent le sol.

De même, l'amélioration de la conduite des cultures et la diversification des variétés cultivées permettent de réduire considérablement le recours aux pesticides pour contrôler les mauvaises herbes et les prédateurs. Aux engrais verts doivent s'ajouter des pratiques visant à maîtriser l'eau : agroforesterie et irrigation au goutte-à-goutte. Actuellement, avec l'irrigation classique, qui donne lieu à une forte évaporation, seulement 25 % à 40 % de l'eau prélevée arrivent à la plante, quand on dépasse 60 % en Israël ou en Jordanie.

Là où les rendements sont faibles, l'introduction de ces pratiques accroît considérablement la productivité de la terre. Dans les pays riches, en revanche, elles conduiront à une limitation de la production, et donc des exportations, avec des effets trop souvent déstabilisateurs sur les marchés du Sud. Ce qui aura aussi pour résultat global de réduire la consommation énergétique de l'agriculture en rapprochant lieux de production et lieux de consommation.

A l'échelle mondiale, cette agriculture plus respectueuse de l'environnement pourrait au final produire tout autant que le modèle actuel, mais sa mise en place implique bien des révolutions : une organisation des marchés (pour garantir aux petits producteurs du Sud des prix plus rémunérateurs et plus stables), des investissements (formation, équipements pour une irrigation économe en eau, infrastructures de commercialisation...), des mesures de redistribution de terres et de sécurisation foncière. Il faudra aussi prévoir des aides ciblées sur les ménages urbains pauvres pour compenser la hausse des prix agricoles.

Tout ceci sera cependant insuffisant pour nourrir 2,5 milliards d'humains supplémentaires en 2050. D'autant que l'impératif climatique impose de le faire avec deux fois moins d'énergie fossile qu'aujourd'hui et que des terres devront inévitablement être consacrées à la production de matières premières d'origine agricole pour les matières plastiques, les textiles ou encore les agrocarburants. Ceux-ci devront cependant avoir un bien meilleur rendement que ceux de première génération produits actuellement.

Manger moins de viande

Il faudra donc bien se résoudre à agir également sur la demande. En consommant plus bio, plus « local » et, surtout, en réduisant la part que la viande – particulièrement la viande rouge – occupe dans les régimes alimentaires des pays riches (et ceux des élites des pays pauvres) : près d'une centaine de kilos par personne et par an, soit trois fois plus que dans les pays en développement. L'alimentation animale exige en effet de vastes superficies : herbages, plantes oléagineuses, mais aussi céréales (36 % de la récolte mondiale). Avec des écarts très importants selon le type de viande consommée : il faut 7 kg de grains (qui eux-mêmes nécessitent 7 000 litres d'eau) pour produire 1 kg de viande rouge, contre 3 kg pour le porc, 2 kg pour la volaille et le poisson. Si la récolte mondiale de céréales, 2 200 millions de tonnes en 2010, était intégralement consommée suivant le standard américain (800 kg de céréales par individu et par an dont 700 incorporés dans l'alimentation animale), elle ne permettrait de nourrir que 2,5 milliards de personnes, contre 10 milliards selon le régime « indien » (200 kg par tête et par an), qui n'est d'ailleurs pas davantage un modèle souhaitable.

On mesure ainsi la complexité de l'équation de l'agriculture durable de demain : elle passe en effet, au Nord comme au Sud, par un chamboulement tant des modes de production que de consommation. Ce qui implique nécessairement de difficiles arbitrages, tant sur le plan politique qu'au niveau des individus. ◆ **Antoine de Ravignan**

(1) Voir « Plan B 4.0 : Mobilizing to Save Civilization » (www.[illegible]) et notamment le chapitre 9 auquel emprunte cet article.

Document n°21

Extraits du Débat entre Bénedicte Hermelin et Jean-Michel Severino,sur une fiscalité internationale, in Alternatives internationales, n° Juin 2010, p 43

"Il faut instaurer une fiscalité internationale"

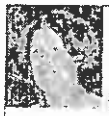
L'insuffisance de l'aide nécessite des taxes mondiales, et donc une nouvelle gouvernance internationale. Qui, au-delà du problème du financement, devra s'attaquer à la qualité de la coopération et à sa cohérence avec les autres politiques publiques.

L'aide publique au développement privilégie les objectifs sociaux définis en 2000 par l'ONU lors du Sommet du millénaire : l'école primaire pour tous, la lutte contre la grande pauvreté... Est-ce au détriment du soutien à l'économie ?

Jean-Michel Severino. Le renforcement du capital humain – l'éducation, la santé, etc. – joue un rôle fondamental dans le développement. La nécessité d'investir massivement dans les secteurs sociaux, où les besoins restent criants, est indiscutable. En revanche, on peut débattre de l'importance à accorder à ces objectifs à un moment donné par rapport aux investissements visant à soutenir la croissance, comme les infrastructures énergétiques ou le soutien au système bancaire. Aujourd'hui, nous observons des dynamiques de croissance forte en Afrique au sud du Sahara. Il est crucial de les soutenir pour qu'elles soient durables, de sorte que cette croissance se transforme en ressources fiscales, qui elles-mêmes pourront financer des services sociaux. Dans ce nouveau contexte, l'aide me paraît trop orientée sur les dimensions dites «sociales», et cela risque de compromettre l'avenir. Mais je n'aurais jamais tenu ces propos il y a dix ans, quand l'Afrique ne connaissait pas de croissance et qu'il était urgent d'aider directement les populations à accéder à un minimum de services de base.

Bénédicte Hermelin. Il faut de la croissance économique, mais il faut que cette croissance soit inclusive, que ses fruits soient redistribués. Cela implique de lutter contre les inégalités et de se situer sur le terrain des droits. Les Objectifs du millénaire pour le développement sont positifs car ils ont fait de la lutte contre la pauvreté une priorité. Mais ils restent insuffisants. En particulier, ils ne prennent pas en compte la question des inégalités ni celle des droits économiques et sociaux. Ces points sont extrêmement importants pour les ONG.

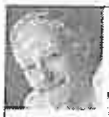
Pour ce qui est du soutien à la croissance, tout dépend des opérateurs économiques que l'on appuie. Les bailleurs de fonds ont largement négligé – et continuent de négliger – l'économie informelle, alors qu'elle représente environ la moitié des emplois urbains en Afrique. Ce secteur est aussi un facteur de croissance, il génère des revenus et pourrait apporter des ressources fiscales. Enfin, il ne suffit pas d'avoir de la croissance pour remplir les caisses de l'Etat. Il faut aussi des appareils administratifs capables de recouvrer les taxes. Construire ou reconstruire ces appareils nécessite un soutien extérieur important. En Haïti, l'évasion fiscale coûte 250 millions de dollars à l'Etat chaque année – le quart de l'aide qu'il a reçue en 2008.



Bénédicte Hermelin

Vice-présidente de la Coordination SUD

Directrice du Gret (Groupe de recherche et d'échanges technologiques, www.gret.org) et vice-présidente de la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (www.coordinationsud.org), elle a consacré de nombreux travaux aux questions agricoles Nord-Sud.



Jean-Michel Severino

Inspecteur général des finances

Il a dirigé l'Agence française de développement (www.afd.fr) de 2001 à 2010.

Il a publié en 2010 *L'Aide au développement* (avec Jean-Michel Debrat, éd. Le Cavalier bleu) et *Le Temps de l'Afrique* (avec Olivier Ray, éd. Odile Jacob).

[...].

Document n°22

EXTRAITS de l'Article de Stéphane MADAULE, paru dans L'Economie politique n°43 de septembre 2009, et repris dans Problèmes Economiques n° 2988 de février 2010, p 22-27

La faim dans le monde : vraies et fausses solutions.

Les terribles émeutes de la faim de l'été 2008 ont brutalement ramené au premier plan la question de l'équilibre alimentaire de la planète. Les mouvements erratiques des marchés internationaux ont montré que ces derniers pouvaient être un facteur de diffusion de la faim. Pour que la lutte contre la faim soit réellement efficace, l'investissement dans l'agriculture et l'alimentation dans les pays en développement doit redevenir une priorité. Cet investissement ne sera néanmoins suivi d'effets, selon l'auteur, que s'il s'accompagne d'une régulation des marchés, seule susceptible de permettre à l'économie libérale de produire tous ses bienfaits.

Après les dramatiques émeutes de la faim de l'été 2008, qui accompagnaient alors l'envolée des prix des matières premières agricoles, bien des commentateurs ont proclamé que la faim de masse était de retour, tant les marchés internationaux étaient dans l'incapacité d'assurer l'équilibre alimentaire de la planète. Toutes les prévisions envisageaient une pénurie durable des ressources agricoles. D'un seul coup, le fragile filet de sécurité représenté par le marché mondial des céréales, dont on nous disait auparavant qu'il offrait la possibilité de nourrir le monde, s'était déchiré. Il redevenait urgent de réinvestir dans ce secteur à nouveau rentable. Toutefois, dès septembre 2008, les prix s'orientant fortement à la baisse, ce scénario était relégué aux oubliettes.

A tort. Le fonctionnement du marché mondial peut être un facteur de diffusion de la faim dans le monde. Ceux qui le reconnaissent proposent diverses solutions qui doivent être évaluées, notamment : la poursuite d'une plus grande libéralisation du secteur agricole, comme le GATT, puis l'organisation mondiale du commerce (OMC), y travaillent maintenant depuis plus de vingt ans ; un retour à la règlementation des prix : plus modestement, une nouvelle régulation des marchés visant une meilleure stabilisation ; un appui renforcé et renouvelé de l'aide publique au développement au secteur agricole et alimentaire. Plus généralement, le « droit à l'alimentation pour tous » et la « souveraineté alimentaire » semblent devenir les nouveaux étendards de ceux qui luttent contre la faim. Cependant, beaucoup reste à explorer pour tenter de réduire effectivement ce fléau qui touche plus de 860 millions d'individus.[...]

Pour avoir une chance d'être efficace dans la lutte contre la faim, l'investissement dans l'agriculture et l'alimentation dans les pays en développement doit devenir une priorité. Toutefois, cet investissement ne peut être efficace que s'il est associé à une régulation des marchés, sans pour autant renoncer aux bienfaits de l'économie libérale.

Pour certains pays à l'agriculture vivrière peu productive, il faut donc promouvoir à nouveau la mise en place de politiques agricoles et alimentaires indépendantes ayant obligatoirement deux objectifs : un appui à la production et à la consommation locale, mais également une régulation de la commercialisation, notamment vis-à-vis de l'extérieur. L'effort d'investissement des agriculteurs, de l'Etat ou des bailleurs de fonds dans l'agriculture - stockage, intrants, mécanisation, eau, nouvelles façons culturales respectant les sols, infrastructures de transport, aménagements fonciers, recherche- doit obligatoirement s'accompagner de régulation des prix intérieurs, afin de permettre aux agriculteurs d'être effectivement rémunérés de cet effort de productivité.

Pour chaque pays en développement, la recherche d'une souveraineté alimentaire représente l'objectif à atteindre dans une dynamique d'efficacité économique que le seul jeu de la concurrence peut garantir. Tout l'enjeu d'une bonne politique agricole et alimentaire est de parvenir à son bon réglage, à l'écart des solutions extrêmes et simplistes que sont, d'une part, l'ouverture indifférenciée, ou d'autre part les prix administrés, et notamment faire coïncider la production vivrière avec les bassins de population dans une perspective de développement durable, en veillant à conserver aux plus nécessiteux leur principal outil de subsistance. Comme le disait Henri LACORDAIRE, au XIX^{e} siècle, « Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, (...) c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ». L'application pure et dure et sans précaution du dogme libéral aboutit paradoxalement à la privation pour certains, les plus pauvres, de la liberté de produire et donc de se nourrir.

Document n°23

Extraits de l'article de STEPHANE LAVIGNOTTE, auteur de *La décroissance est-elle souhaitable ?*, textuel, 2010, in Les Grands dossiers des Sciences Humaines n°19, juin-juillet-août 2010, p 56.

La décroissance ou la critique radicale. (*EXTRAITS*)

Citée dans les débats sans toujours être comprise, la décroissance est moins la défense de la croissance négative qu'un ensemble de débats se retrouvant sur une critique radicale d'un salut du monde par la croissance, l'économie ou le développement durable.

La décroissance fait irruption dans le débat écologiste français avec le lancement en 2004 du journal *La Décroissance* par Bruno Clémentin, Vincent Cheynet et Sophie Divry. Contrairement à ce que l'on entend souvent, ce courant regroupant des personnalités variées aux débats souvent vifs entre eux, prône moins une croissance négative qu'une sortie de la logique de croissance -de la religion de la croissance- et de l'économisme entendu comme la vision du monde à travers les seuls critères quantitatifs, approche incapable de penser les limites.

Pour cette raison, ils se définissent comme des objecteurs de croissance, et non des décroissants. La décroissance est moins une école de pensée, qu'un champ de débats, une critique de non économistes (journalistes, anthropologues, politistes, anciens publicitaires, artistes...) ou d'économistes hétérodoxes adressée à la pensée économique dominante et surtout à sa réalité concrète et à son imaginaire : « *Décoloniser l'imaginaire* » selon l'expression de l'économiste serge LATOUCHE, est l'un de leurs mots d'ordre.

Bien que ne se définissant pas tous comme écologistes, ils reprennent les bases de la pensée écologiste dans sa radicalité originale. Contre l'évidence des trente glorieuses d'un bonheur qui passe par l'opulence matérielle-cohérente avec toute la pensée économique classique qui cherche à développer la richesse des nations-, la critique écologiste pointe à la fois l'incohérence des indicateurs de croissance (polluer/dépolluer fait s'accroître le PIB), les limites naturelles de cette croissance (épuisement des ressources naturelles, pollution), et son incapacité à rendre les gens heureux.